ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

2 novembre 2009
9e année
Nº 42

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Une agriculture à l'abri des crises pour lutter contre la faim et la pauvreté

par Reinhard Koradi, Dietlikon

A l'occasion de la *Journée mondiale de l'alimentation*, le 17 octobre, l'*Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)* et le *Programme alimentaire mondial (PAM)* ont publié leur dixième *Rapport mondial sur l'alimentation* depuis le *Sommet sur l'alimentation* de 1996. Les résultats sont alarmants. Le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 100 millions pour s'établir à 1,02 milliard et a atteint un niveau inacceptable. Une personne sur six souffre de la faim et de ses conséquences sanitaires, parfois mortelles. Le problème de la faim ne se limite plus à quelques régions. Certes, ce sont toujours les pays les plus pauvres qui sont touchés mais la faim et la pauvreté s'étendent à des degrés divers à toute la planète. Selon le rapport, en Asie et dans la région du Pacifique 642 millions de personnes souffrent de la faim de manière chronique et en Afrique subsaharienne 265 millions. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les organisations onusiennes évaluent à 53 millions le nombre des sous-alimentés et à 42 millions en Afrique du Nord et au Proche-Orient. Même dans les Etats industrialisés, 15 millions de personnes n'ont pas une alimentation suffisante.

Selon le *Rapport*, l'aggravation de la crise s'explique par trois causes:

- la *crise alimentaire* et la hausse des prix de l'alimentation qu'elle a provoquée, avant tout sur les marchés indigènes des pays les moins développés;
- la *crise financière et économique* qui a éclaté au moment où la crise alimentaire avait atteint son point culminant, et l'ancrage accru des pays en développement dans l'économie mondiale et cela aussi bien en matière de finances que d'échanges;
- le *chômage élevé* et la perte de pouvoir d'achat qui lui est liée, dans les couches de population déjà assez pauvres.

La crise alimentaire

Les troubles au Mexique au début de 2007 et à Haïti en 2008 manifestent la détresse et la colère de la population à propos de l'approvisionnement alimentaire déficient et des prix des denrées de base montés en flèche. Ils expriment le désespoir des personnes sous-alimentées et révèlent crûment les faiblesses d'une mauvaise politique agricole, économique, énergétique et commerciale. Le refus de payer aux paysans des prix qui couvrent leurs frais et assurent leur existence les a contraints, dans les pays industrialisés, à s'agrandir de manière démesurée et à passer à l'agriculture industrielle. De mauvais systèmes d'incitations dans l'agriculture (amélioration des revenus grâce à une augmentation de la productivité et donc surproduction) et la raréfaction des ressources naturelles en raison de leur exploitation éhontée ainsi que l'utilisation incontrôlée des engrais chimiques et des pesticides ont plongé la production et l'approvisionnement alimentaires dans une situation critique.

Les exportations agricoles occidentales privent les petits paysans de leurs moyens de subsistance

Les grands pays occidentaux qui exportent des produits agricoles essaient de compenser le déséquilibre entre la production et la demande en inondant de manière extrêmement problématique les pays en développement de produits alimentaires de base à des prix cassés (subventions à l'exportation).

Distribution de nourriture par l'Eglise catholique à des enfants de Manille souffrant de la faim. Le problème de la faim, une honte pour les hommes – qui l'ont provoqué – doit être résolu par les hommes, et avant tout par les Occidentaux. (photo reuters)

Ils privent ainsi les petits paysans locaux de leurs moyens de subsistance. La production locale de produits alimentaires de base et leur approvisionnement selon le principe d'autosuffisance alimentaire sont détruits. A cela s'ajoutent les mauvaises récoltes à la suite de sécheresses ou d'inondations, l'augmentation des importations de la Chine et de l'Inde et le boom du biocarburant qui entraîne une réduction des superficies consacrées aux produits alimentaires. Et, last but not least, les fonds d'investissement internationaux contribuent à la crise alimentaire en faisant monter les prix par le biais d'une demande virtuelle.

Certes, les prix des aliments de base ont quelque peu baissé sur les marchés internationaux mais ils restent à un niveau plus élevé qu'au début du millénaire et, avec les conséquences inflationnistes du dollar faible et le prix élevé de l'énergie, ils pèsent sur les budgets des familles.

La crise financière et économique

En pleine crise alimentaire, la bulle immobilière, née aux USA, a éclaté à la suite d'un excès de spéculation. Elle a entraîné très rapidement la crise financière mondiale qui a provoqué une succession de faillites de grandes banques renommées, essentiellement dans le monde occidental. Tout le système financier néolibéral a perdu pied et a dû être soutenu, voire sauvé grâce à plusieurs milliards de dollars, d'euros, etc. provenant des trésors publics.

«Solution» pour les banques et charge pour les contribuables

Les soutiens financiers importants des pouvoirs publics ont aidé les banques privées à surmonter dans une large mesure la crise du secteur mais il en est résulté des dettes considérables pour les Etats, charge qui pèsera finalement sur les citoyens, soit sous la forme d'une augmentation d'impôts soit d'un démantèlement des prestations sociales et d'économies dans les domaines de l'école et de la santé. Le manque d'argent va contraindre les Etats à restructurer les services publics de base. Mais la crise financière a encore fait une autre victime: l'économie et la crise des économies nationales sont plus difficiles à surmonter que la crise des banques privées.

Destruction des mécanismes de régulation économique

Il s'agit ici de l'activité économique de chaque pays et de sa création de valeur, de nombreux secteurs différents, de grandes, petites et moyennes entreprises, d'emplois et finalement des conditions d'existence de chaque famille. Une mission, voire un défi pour lesquels, en raison des conditions et problèmes les plus divers, il n'existe pas de solution globale. Ils nécessitent des interventions quasi chirurgicales adaptées aux situations et aux problèmes locaux et qui ne peuvent pas être effectuées de manière centralisée. Or la globalisation et la libéralisation ont privé les Etats d'instruments économiques. Ces derniers se trouvent maintenant à Bruxelles, à Washington, à New York, etc. mais ils sont inopérants car il n'existe pas d'économie mondiale. Des mesures efficaces pour un pays peuvent aggraver la crise dans d'autres pays. Le faible cours du dollar est certes une bénédiction pour les Etats-Unis (meilleure compétitivité sur les marchés extérieurs, réduction de la dette extérieure, etc.) mais il aggrave la situation dans d'autres pays et régions (les produits exportés vers les USA ne sont plus compétitifs, les avoirs en dollars perdent de leur valeur, etc.).

L'«intégration» rend plus vulnérable

C'est pourquoi le *Rapport mondial sur l'alimentation* met l'accent sur le fait que les pays en développement, à la suite de leur intégration croissante dans l'économie mondiale – aussi bien au plan financier qu'à celui des échanges commerciaux – sont devenus beaucoup plus vulnérables aux changements sur les marchés internationaux. Ils souffrent donc plus de la crise actuelle que ce n'était le cas il y a vingt ans. Ils subissent les effets de la crise alors qu'ils ne l'ont pas provoquée. Les crédits et l'aide au développement, de même que les investissements à l'étranger, les exportations et le retour d'argent en provenance de membres de la famille qui ont trouvé du tra-

Suite page 2

La souveraineté alimentaire est un droit fondamental

La faim ne devrait pas exister: cette évidence n'est pas nouvelle. Le «Rapport mondial sur l'alimentation» (cf. l'article ci-contre) la confirme malgré des constats alarmants. Au lieu de disparaître de notre planète comme un fait scandaleux, au plus tard après les révoltes d'il y a deux ans qui ont réveillé notre conscience, le nombre de personnes souffrant de la faim n'a pas diminué mais au contraire augmenté de manière dramatique. Cependant le Rapport indique des solutions à la crise: renforcement de l'approvisionnement alimentaire à l'échelle locale en tenant compte des conditions locales, en utilisant les ressources naturelles dans le respect de l'environnement et en donnant aux agriculteurs le libre accès aux semences.

Le point crucial de ce problème du libre accès aux semences consiste dans la réutilisation des variétés dans les cultures: Les agriculteurs doivent avoir la possibilité de cultiver leur propre nourriture, indépendamment des grands semenciers comme «Monsanto» ou «Syngenta». La souveraineté alimentaire est un droit fondamental et doit rester une liberté fondamentale.

Dans ce domaine, la Suisse aurait bien des choses à offrir. Diverses organisations comme «ProSpecieRara» (cf. p. 2) se consacrent à la protection des espèces surtout par rapport à cette liberté fondamentale. Or le fait que la Suisse n'ait rien trouvé de mieux que d'interdire par une ordonnance plus stricte sur les semences et les plantes la vente de différentes variétés n'est guère compréhensible. Cela a provoqué des réactions dans toute la Suisse, entre autres la campagne «Biodiversité pour tous» qui commence à donner des résultats. En appliquant à la lettre l'ordonnance prévue à l'origine, 150 espèces de légumes pourraient disparaître du marché dès l'année prochaine. Les pressions en ce sens semblent venir surtout de l'UE, c'est-à-dire du lobbying de grandes sociétés comme «Bayer», «Monsanto», «Pioneer» ou «Syngenta» qui ont intérêt à mettre leurs nouveaux produits sur le marché sans concurrence. Ce sont justement ces produits qui ne correspondent souvent pas au droit fondamental au libre accès aux semences. Or les espèces génétiquement modifiées, souvent protégées par un brevet, n'ont pas de descendance viable. L'intérêt du public pour cette problématique et son engagement semblent faire de l'effet: le règlement va encore une fois être discuté et révisé. Il serait souhaitable que les autorités suisses ne se laissent pas guider par les grands groupes qui exercent leur influence dans l'UE, d'autant plus que le débat ne semble pas clos non plus dans l'UE. Il est inadmissible que nous restreignions la diversité des espèces sans y être obligés, d'autant plus que l'ONU indique la direction opposée dans son Rapport.

Erika Vögeli

150 anciennes variétés ProSpecieRara condamnées à disparaître bientôt?

par Béla Bartha, directeur ProSpecieRara

Tout comme la «Patate Verrayes» 150 anciennes variétés de pommes de terre et de légumes pourraient être bannies de la culture en Suisse dès l'année prochaine.

Actuellement la Suisse exerce en Europe un rôle de leader en matière de protection de la biodiversité des plantes cultivées. Or, celle-ci court un nouveau danger: l'interdiction de la pratique actuelle de conservation au moyen de l'exploitation. Le *Département fédéral de l'Agriculture* a franchi une première étape au printemps 2009 en frappant d'illégalité cinq variétés de pommes de terre commercialisées par *ProSpecieRara!*

Listes officielles des variétés

Actuellement la pratique de la Confédération est régie par l'«Ordonnance fédérale du Département des Forêts et de l'Agriculture sur les semences et les plantes». Est interdite en principe la mise en circulation (commerce, transmission, vente) de variétés qui ne figurent pas sur la liste officielle des variétés.

Quels sont les critères d'enregistrement? Les variétés doivent être distinctes par rapport à d'autres variétés déjà enregistrées, homogènes et stables – incluant la transmission des caractères types sur plusieurs générations. En sus, elles apportent une valeur ajoutée commerciale (rendement, capacité de stockage et de transport, etc.).

Les variétés ProSpecieRara et les critères d'admission

Si *ProSpecieRara* privilégie les valeurs culturelles et historiques des variétés, la souveraineté alimentaire et la richesse de l'offre, la liste officielle énonce des critères liés à la productivité, aux aspects techniques de la récolte, à la transformation du produit, ainsi qu'à la commercialisation à grande échelle.

Catégorie «variétés locales et du pays» – une solution fallacieuse

Les «variétés locales ou du pays» ne sont pas soumises avec la même rigueur aux directives relatives aux variétés figurant sur les listes officielles. Le législateur se montre plus indulgent envers les variétés dont le lieu d'origine est connu, cultivées en Suisse depuis des générations. Or les variétés de la collection *ProSpecieRara* qui ne tombent pas sous cette catégorie sont légion – et lorsque c'est le cas elles sont frappées de restrictions supplémentaires. Ainsi, la culture des «variétés locales et du pays» est circonscrite géographiquement (région d'origine) – et de surcroît les quantités sont limitées.

L'origine – critère unique: un danger

Cinq variétés de pommes de terre *ProSpecieRara* ont été bannies du commerce au motif qu'originaires de l'étranger, elles ne sont pas des «variétés locales ou du pays».

ProSpecieRara conteste avec force une exclusion qui introduit une application plus restrictive que celle pratiquée actuellement par l'Office fédéral de l'Agriculture. Pourquoi?

La majorité des plantes cultivées ne sont pas originaires de la Suisse. Elles ont été introduites dans notre pays. Si l'interdiction avait prévalu au fil des siècles, la diversité variétale de la Suisse serait bien mal en point.

Ainsi par exemple, les cultures ayant largement disparu des régions alpines suisses nous obligent à cultiver les variétés de pommes de terre alpines ailleurs que dans leur région d'origine. Cultiver dans la région d'origine s'avère souvent impossible. ProSpecieRaras'efforce néanmoins de réintroduire la culture de pommes de terre dans les régions de montagne. C'est le cas de trois variétés notamment, cultivées dans les Grisons pour la *Coop.*

En raison des changements climatiques et du réchauffement de la planète il sera de plus en plus difficile d'exploiter les plantes cultivées dans leurs régions d'origine. Il faudra bien dès lors se rabattre sur des variétés provenant d'autres régions.

La restriction aux régions d'origine est une aberration aussi bien eu égard au passé qu'à l'avenir. Elle nuit à la biodiversité et met en danger la sécurité alimentaire, tributaire d'un pool génétique aussi riche que possible.

La campagne «biodiversité pour tous»

ProSpecieRara lutte contre la nouvelle application restrictive du droit. La Fondation prône l'accessibilité universelle aux précieuses variétés anciennes qui lui sont confiées et qui constituent un patrimoine collectif. Elle revendique en outre l'abrogation des restrictions liées aux quantités produites et aux régions de culture afin de permettre la commercialisation de ces variétés.

Depuis le 9 mai 2009 plus de 10 000 signataires se sont ralliés à notre cause. Merci de votre soutien!

Nos revendications munies des mêmes signatures ont été transmises officiellement aux autorités et aux députés du Parlement. Début septembre nous avons organisé à Flawil – potager d'exposition qui abrite nos champs de pommes de terre – une conférence de presse intitulée «récoltons la biodiversité».

Les débats sur la scène de l'UE

La mise en circulation des variétés anciennes fait l'objet de vifs débats sur la scène de l'Union européenne. *ProSpecieRara* y fait entendre sa voix. Une rencontre aura lieu à Marseille en octobre où l'on débattra de l'application restrictive des ordonnances européennes sur les semences. En guise de préambule, *ProspecieRara* a rédigé avec ses partenaires européens une prise de position destinée à tous les décideurs, laquelle englobe les revendications de notre campagne.

Aide et solidarité – les piliers de notre action

Depuis le coup d'envoi de sa campagne *ProSpecieRara* entretient des contacts directs avec les autorités qui se sont montrées coopérantes jusqu'ici. Si nous maintenons notre capacité à démontrer que le public défend l'accès à la diversité des plantes cultivées nous parviendrons à sauver une pratique libérale et à surmonter les obstacles juridiques.

www.biodiversite-pour-tous.ch •

Source: *ProSpecieRara,* Bulletin d'automne 2009

Campagne «Diversité pour tous»

L'application restrictive d'une ordonnance menace la diversité de nos légumes. Lors du marché aux plants de *ProSpecieRara* au château de Wildegg, les 2 et 3 mai derniers, nous avons lancé la campagne «Diversité pour tous».

«Comment? Ce n'est pas croyable! Pourquoi donc?» c'est ainsi qu'ont réagi la plupart des quelque 10 000 visiteurs du marché aux plants car cette fois *ProSpecieRara* ne les recevait pas seulement avec une diversité de plants réjouissante mais avec une mauvaise nouvelle: la culture de 5 variétés appréciées de pommes de terre *Corne de gatte, Vitelotte noire, Roosevelt, Highland Burgandy Red* et *Patate Verrayes* ne pourront plus être cultivées ni commercialisées. La raison de cette interdiction réside dans le caractère plus restrictif donné à l'*Ordonnance sur les semences et les plants* que le *Département fédéral de l'Economie* s'emploie à mettre en œuvre. L'interdiction des 5 variétés de pommes de terre n'est que la partie visible de l'iceberg. Si l'Ordonnance était effectivement appliquée en l'état, les restrictions vaudraient également pour toutes les variétés légumières. Environ la moitié des variétés proposées aujourd'hui sur le marché des plants pourraient être interdites à l'avenir.

Manifester sa solidarité sur *www.vielfalt-fuer-alle.ch*

Nous avons attiré l'attention des visiteurs du marché aux plants de *ProSpecieRara* sur le problème grâce à l'image d'une pomme de terre qui fait ses valises parce qu'elle doit quitter la Suisse. Nous les avons invités à manifester leur solidarité avec les anciennes variétés en signant un tract de protestation. On peut également signer dès maintenant cette protestation sur le site (en 3 langues) *www.vielfalt-fuer-alle.ch.* On y trouve également des informations complètes sur le sujet.

ProSpecieRara voudrait, grâce à ces signatures – qu'elle souhaite le plus nombreuses possible –, montrer à l'*Office fédéral de l'Agriculture (OFAG),* responsable de l'application de l'Ordonnance et de l'interdiction des 5 variétés, qu'une demande importante de ces 5 variétés existe. Comme le montre l'exemple de la *Suédoise bleue,* une telle demande peut influencer la procédure d'autorisation. En effet, cette variété a été autorisée bien que – comme son nom l'indique – ce ne soit pas une espèce suisse. Le fait qu'elle soit très demandée chez *Coop* et d'autres commerçants y a sans doute contribué.

L'OFAG a déjà réagi à la campagne: il est en train de réviser à nouveau l'Ordonnance et organisera une nouvelle procédure de consultation qui permettra à tous ceux qui sont concernés de s'exprimer. Comme l'application restrictive de l'Ordonnance est encore en débat, il est possible d'obtenir pas mal de choses des autorités en exerçant des pressions.

Manifestez maintenant votre solidarité en vous connectant au site *www.vielfalt-fuer-alle.ch* et en signant notre pétition. Vous montrerez que vous tenez à conserver un grand choix de légumes. Chaque signature compte.

Sources: www.prospecierara.ch et www.vielfalt-fuer-alle.ch

(Traduction Horizons et débats)

«Une agriculture à l'abri des crises …»
suite de la page 1

vail à l'étranger ont considérablement diminué.

Le *Rapport* mentionne l'exemple des flux financiers entre l'étranger et les 17 plus importantes économies d'Amérique latine. En 2007, 184 milliards de dollars affluaient dans ces pays; en 2008, ce n'étaient plus que 89 milliards et on évalue à 43 milliards le montant pour l'année 2009.

Moins d'argent pour la nourriture et la santé

Confrontés à la hausse des prix de l'alimentation, à la baisse de leurs revenus et au chômage, les habitants de ces pays ont dû vendre une partie de leurs biens, réduire leur consommation de produits alimentaires et limiter leurs dépenses de santé et d'éducation. Ils risquent de souffrir de la pénurie et de s'enfoncer encore davantage dans la pauvreté et de souffrir de la faim.

Surmonter le chômage

Dans le *Rapport*, le PAM indique une solution pour sortir de la crise en se référant à l'exemple de cinq pays: l'Arménie, le Bangladesh, le Ghana, le Nicaragua et la Zambie. On voit comment la diminution des transferts d'argent et d'autres influences de l'effondrement économique ont affecté les familles et également comment les gouvernements ont réagi à la crise. Ils ont investi dans l'agriculture locale, les infrastructures et la protection sociale des familles. Le *Rapport* précise que ces mesures sauveront des vies et des familles mais vu la gravité de la crise actuelle, il faudrait faire beaucoup plus.

Jacques Diouf, directeur général de la FAO, voudrait mettre l'agriculture à l'abri des crises. Il demande que les petits paysans puissent avoir accès à des semences de qualité, à des engrais, à des aliments pour animaux et aux technologies modernes. En outre, les gouvernements des pays en développement auraient besoin d'instruments économiques et politiques appropriés pour stabiliser leur économie et la libérer de sa dépendance par rapport à l'économie mondiale. Les investissements dans l'agriculture contribuent non seulement à lutter contre la famine mais à stabiliser l'économie, à assurer la croissance et à créer des emplois dans les pays en développement. Le monde dispose des moyens économiques et techniques nécessaires pour nourrir toute l'humanité. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des mesures efficaces de lutte contre la faim et la pauvreté.

Le «Rapport» indique les mesures à prendre

Les préconisations du *Rapport mondial sur l'alimentation* et du *Rapport sur l'agriculture mondiale* se recoupent. Il s'agit essentiellement de renforcer la production et l'approvisionnement alimentaires au niveau local. Il faut une agriculture écologique qui épargne les ressources naturelles, qui s'amenuisent, ainsi que l'environnement. Il s'agit de promouvoir l'autosuffisance alimentaire en tenant compte des conditions géographiques, climatiques, culturelles et économiques. L'agriculture paysanne à vocation régionale constitue la réponse la plus efficace au problème de la faim dans le monde. Pour cela, toutes les personnes impliquées dans la production, la transformation et la distribution des produits alimentaires ont besoin d'un libre accès aux terres, à l'eau, aux semences et au savoir. Il est également nécessaire d'identifier les besoins effectifs des populations locales et de tenir compte de leurs connaissances en matière d'agriculture.

Tout cela doit inspirer l'aide au développement et la politique agricole, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays émergents ou en développement. Nous avons besoin de méthodes de culture qui respectent le climat et les ressources et, pour tous les produits agricoles, de critères relatifs aux droits de l'homme et au développement durable. L'industrialisation de l'agriculture (exploitations de plus en plus importantes consacrées à la monoculture) et le génie génétique ne sont pas une solution mais une partie du problème! La politique commerciale doit être conçue de manière qu'elle contribue à elle seule à résoudre le problème de la faim et de la pauvreté dans le monde entier. A cette fin, il convient d'évaluer de manière adéquate l'influence d'une agriculture axée sur l'autosuffisance alimentaire et sur la politique de l'emploi. Une politique agricole et alimentaire d'avenir doit viser la sécurité alimentaire, le développement durable écologique et la sauvegarde des petites et moyennes exploitations familiales.

Les causes de la faim et de la pauvreté sont connues et les solutions ont été proposées. Ce qu'il faut maintenant, c'est s'investir courageusement dans une aide efficace à l'autonomie.

Pour terminer, citons Jacques Diouf: «Les grandes puissances ont réagi énergiquement à la crise financière et économique et mobilisé rapidement et avec succès des milliards de dollars. Une action semblable est maintenant nécessaire pour lutter contre la faim et la pauvreté.» •

Surmonter solidairement la crise renforce la Suisse

thk. Vouloir comparer les événements politiques réels et les activités politiques actuelles peut sembler absurde. Voici ce qui s'est passé il y a deux semaines. La «Neue Zürcher Zeitung» du 17 octobre présente de manière légèrement critique le projet du Conseil fédéral de réviser la Loi sur les denrées alimentaires, projet que l'*Union suisse des arts et métiers* considère comme «un retour au Moyen-Age», accusant l'Etat de «mise sous tutelle des consommateurs». Le communiqué de presse de l'*Office fédéral de la santé publique* (OFSP) y voit des ajustements au droit de l'UE, mais ils vont plus loin.

Le fait que, dans la révision de la Loi fédérale sur les denrées alimentaires, «on prenne l'UE comme critère alors qu'en matière de sécurité alimentaire, on a assisté en Europe à toute une série de scandales (viande avariée, etc.) n'a pas de fondement objectif et semble ne relever que du programme politique de quelques stratèges fédéraux». (photo gbh)

Les restaurants au pilori?

Cette nouvelle loi permettra de rendre publics les contrôles alimentaires, ce qui signifie que, pour les restaurants et les autres entreprises de l'alimentation, les contestations et les classements officiels seront publiés. Est-il besoin d'expliquer que cela peut signifier un arrêt de mort pour certains restaurateurs. A juste titre, ces contrôles restaient jusqu'ici confidentiels. Le restaurateur était tenu de répondre à certaines exigences s'il voulait poursuivre son activité. Il aurait encore cette possibilité mais les conditions sont plus sévères. Même les chimistes cantonaux sont opposés à une levée du secret professionnel parce que les contestations sont le plus souvent fondées sur une impression momentanée et qu'une correction peut être apportée rapidement. Ils estiment que les mesures à la disposition des contrôleurs sont efficaces et tout à fait suffisantes.

Le «politiquement correct» alimentaire

Cette révision de la loi comporte une classification des produits alimentaires en fonction de leur qualité: On leur attribue des points rouges, jaunes ou verts pour que le consommateur reconnaisse les produits alimentaires «physiologiquement utiles» et que, lors de ses achats, il soit parfaitement conscient que ce qu'il dépose dans son panier est «politiquement correct».

Ajoutons encore la demande des chimistes cantonaux de soumettre aussi au contrôle légal l'alimentation animale afin que tous les aspects de la sécurité alimentaire soient bien intégrés dans la législation. L'*Union suisse des paysans* a déjà signalé son opposition catégorique.

Un «Office fédéral de la protection des consommateurs» doit aussi être créé afin de permettre la coordination.

Qualité remarquable des produits suisses

On peut dire à juste titre que la sécurité des denrées alimentaires en Suisse dépasse largement celle de l'UE. La qualité des produits suisses jouit d'une réputation mondiale et la question se pose de savoir pourquoi il faudrait alors, en période de crise, procéder à une révision qui entraînera davantage de bureaucratie et moins d'indépendance? Le fait que l'on prenne l'UE comme critère alors qu'en matière de sécurité alimentaire, on a assisté en Europe à toute une série de scandales (viande avariée, etc.) n'a pas de fondement objectif et semble ne relever que du programme politique de quelques stratèges fédéraux.

L'indépendance et l'autonomie plutôt que l'aide sociale

Une question primordiale se pose: quelles sont les priorités? Les exemples des communes zurichoises de Regensdorf et de Kloten (cf. page 4) montrent clairement où se trouvent les vrais problèmes auxquels notre communauté sera bientôt et est déjà confrontée et mettent en évidence l'attitude constructive de notre population à cet égard. L'attachement, aussi chez les plus démunis, à l'indépendance et à l'autonomie joue un rôle particulièrement important. Au lieu de devenir dépendant de l'assurance chômage, on vit un certain temps du minimum vital. C'est à contrecœur que les citoyens sollicitent l'aide de l'Etat et ils travaillent pour des salaires qui leur permettent à peine de survivre. L'interview de la cheffe des Services sociaux de la commune de Regensdorf sur le problème des «working poor» met particulièrement en évidence le sens profond des responsabilités et le désir d'indépendance de ces personnes.

Solidarité des habitants de la commune

La situation économique de la commune zurichoise de Kloten est inquiétante. La commune devra lever des impôts pour compenser dans une certaine mesure la perte de recettes en cette période de crise. Les responsables, comme il ressort de l'article sur le déficit fiscal de la commune de Kloten (cf. page 4), devront limiter les dépenses au maximum, mais les dépenses courantes sont à peine modifiables. La solidarité des habitants de la commune est donc sollicitée. Le maire espère que le Conseil général tiendra compte de cette réalité et que l'on se serrera la ceinture pendant un certain temps.

Ces deux exemples illustrent clairement la situation dans notre pays et il faut espérer que la Confédération se montrera solidaire de la population de nos communes et lui viendra en aide en prenant des mesures constructives et solidaires.

Des employeurs disposés à coopérer

Il est absurde et extrêmement contestable, dans les conditions actuelles, de relancer le débat sur l'adhésion à l'UE, comme le font surtout des politiques de gauche. Le Département de *Moritz Leuenberger,* membre du Parti socialiste, s'est-il déjà éloigné à ce point de la vie réelle qu'il plane comme un vaisseau spatial au dessus des citoyens, de leurs besoins et de leurs problèmes?

En fait, la justice sociale, que la social-démocratie a inscrite à son programme, semble n'être plus qu'un camouflage. Quand le président du PS suisse *Christian Levrat* parle d'une part d'une «relance de la lutte des classes» et plaide d'autre part pour une adhésion à la structure néolibérale qu'est l'UE, on peut se demander dans quel siècle il vit, au service de qui il s'est mis et qui va payer la note. En outre, l'interview de la cheffe des Services sociaux de Regensdorf montre à quel point de telles déclarations sont injustes en regard de l'ouverture à la coopération et des efforts et des soucis, également des employeurs, en période de crise.

La situation est grotesque. Au lieu de s'employer de toutes ses forces à combattre ensemble la crise – comme beaucoup de personnes le font déjà dans nos communes – on creuse des fossés, on mène des débats oiseux qui n'apportent aucune solution à la crise. La politique doit collaborer avec les citoyens et c'est en tenant compte de leurs besoins et de leurs soucis que nous maîtriserons la crise et que nous donnerons à chacun la conscience que son engagement est absolument nécessaire. •

La mise sous tutelle des consommateurs se poursuit

La loi sur les denrées alimentaires risque d'être durcie

L'«Union suisse des arts et métiers usam», l'hôtellerie-restauration et l'économie alimentaire artisanale s'opposent à la mise sous tutelle étatique des consommateurs en matière d'alimentation. C'est pourquoi elles refusent le projet de révision de la Loi sur les denrées alimentaires soumis à procédure de consultation.

La propension à mettre sous tutelle, qui de toute évidence prévaut à l'*Office fédéral de la santé publique* (OFSP), ne peut échapper à personne: l'Etat veut désormais régir le comportement des consommateurs. La loi doit permettre aux citoyennes et citoyens (supposés majeurs) de «faire un choix en connaissance de cause».

«Bonnes» et «mauvaises» denrées alimentaires

La tendance croissante à supprimer la responsabilité personnelle apparaît également dans la nouvelle disposition concernant l'étiquetage des denrées alimentaires considérées comme «physiologiquement utiles». Par analogie, cela revient à signaler les denrées alimentaires par un système de feux: l'Etat détermine quelles denrées alimentaires sont saines (feu vert) et lesquelles sont dangereuses (feu rouge). Classer de la sorte les denrées alimentaires est plus que discutable. En matière d'alimentation, les besoins individuels varient fortement selon l'âge et la situation de vie.

Pour les petites et moyennes entreprises, la nouvelle manière de traiter les denrées alimentaires se révélerait impossible à appliquer. Comment une entreprise ne possédant ni son propre laboratoire ni ingénieurs en denrées alimentaires peut-elle déterminer l'état sanitaire de ses propres produits créés de façon artisanale?

Mise au pilori sur Internet: relent moyenâgeux

Le fait que les entreprises pourraient être, dès la plus petite contestation par le contrôle des denrées alimentaires, clouées au pilori – notamment sur Internet – est inacceptable dans le projet de nouvelle Loi sur les denrées alimentaires. Cette présentation publique, qui rappelle le Moyen-Age, est disproportionnée.

Dans le canton de Zurich par exemple, 56,9% de toutes les entreprises du secteur alimentaire ont fait l'objet de contestations sous une forme ou sous une autre en 2008, mais seul 0,8% d'entre elles ont été considérées comme clairement non hygiéniques. En outre, les faits contestés sont souvent des lacunes administratives sans conséquence directe sur l'hygiène dans l'entreprise. Une grande partie (62,4%) des hôpitaux et homes publics du canton de Zurich sont eux-mêmes critiqués par le contrôle des denrées alimentaires, bien que leur compétence en matière d'hygiène soit incontestée.

La lutte contre cette révision de la Loi sur les denrées alimentaires est coordonnée par l'*usam.*

Elle est soutenue par *GastroSuisse,* l'*Association suisse des patrons boulangers-pâtissiers,* l'*Union professionnelle suisse de la viande, VELEDES, Fruit-Union Suisse,* l'*Association suisse des sources d'eaux minérales et de producteurs de soft drinks,* l'*Association suisse du commerce de céréales et matières fourragères* et la *Fédération des meuniers suisses.* •

Source: Communiqué de presse de l'usam du 13/10/09, *www.sgv-usam.ch.*

Courrier des lecteurs

Souveraineté et droits des peuples

La Souveraineté des Etats nations et le droit de codécision des peuples sont depuis longtemps en régression. Le *Traité de Lisbonne,* difficile à lire et à peine discuté dans les médias, a été refusé par l'Irlande en mai 2008 avec 55% de non. Ce traité, légèrement modifié, a été malgré tout accepté le 2 octobre de cette année par les Irlandais avec 65% de oui. Cela n'a été possible que grâce à des procédures illégales et antidémocratiques en relation avec la propagande et les manipulations des détenteurs du pouvoir de l'UE bureaucratique et centralisée qui veulent non seulement réduire, mais supprimer le droit de codécision du peuple. Le courageux *Václav Klaus* est maintenant dans le collimateur parce qu'il ne veut pas se plier à la dictature des puissants de l'UE et qu'il défend des valeurs comme la démocratie, la liberté et le droit de codécision du peuple. Un traité européen doit respecter les fondements démocratiques, les droits constitutionnels des différents Etats et la volonté du peuple. Un leitmotiv comme «l'UE ordonne – nous suivons» ne doit pas devenir la règle; cela rappelle bien trop les années 40. En 1962, *Charles de Gaulle* avait la vision d'une «Europe des patries, des Etats souverains». Avec son pouvoir écrasant et son déficit de démocratie, l'UE est bien loin de cet objectif.

Karl Frey, Olten

Lors de la Journée mondiale de la pauvreté, les «working poor» sont aussi un sujet de débat

Travailler et pourtant souffrir de la faim

par Ines Rütten

Le nombre des personnes qui, bien qu'elles travaillent, dépendent de l'aide sociale, a doublé à Regensdorf. C'est la crise économique qui en est responsable.

Travailler et faire la queue à la fin du mois dans le Bureau de l'aide sociale parce que l'argent ne suffit pas pour vivre – c'est ce que vivent ceux que l'on appelle «working poor» (travailleurs pauvres). Surtout pendant les époques économiquement difficiles, davantage de personnes sont concernées. Selon *Claudia Boffa,* directrice du Département des Affaires sociales de la commune de Regensdorf, leur nombre a doublé au cours de l'année dernière. *Beat Schneider,* qui travaille aux services sociaux de la ville de Kloten parle lui aussi d'une tendance à l'augmentation: «Quand le chômage augmente, davantage de personnes sont prêtes à travailler pour un maigre salaire.» Les working poor vivent, bien qu'elles aient un travail, à la limite du seuil de la pauvreté. Ce dernier est de 2450 francs suisses pour une personne seule. La situation est particulièrement difficile pour ceux qui élèvent seuls leurs enfants. Travailler et financer la garde des enfants n'est pas facile. On est obligé de faire des économies et de faire garder ses enfants. J'ai parlé à une personne concernée de Regensdorf.

«Les salaires minimums ne sont pas une solution»

Travailler dur quotidiennement sans pouvoir subsister grâce à son salaire, tel est le destin des working poor. Pour quelques-uns d'entre eux, ce serait plus avantageux de ne pas travailler du tout. Mais ils manquent rarement de motivation.

Interview de la directrice du Département des Affaires sociales de Regensdorf Claudia Boffa à propos de la situation des «working poor».

Ines Rütten: Le nombre des personnes qui travaillent mais n'ont pas assez d'argent pour vivre, les working poor, a doublé à Regensdorf l'année dernière. A quoi cela est-il dû à votre avis?
Claudia Boffa: Cela résulte de la crise économique. Beaucoup d'entreprises marchent très mal. Cela a un impact sur les salaires et sur le nombre grandissant des personnes travaillant à temps partiel. Nous nous attendons à l'avenir à un nombre croissant de working poor.

Regensdorf s'occupe d'environ 400 cas sociaux. Environ un huitième d'entre eux sont des working poor. Ils viennent des secteurs où l'on paie des salaires très bas, comme la restauration, la vente et l'industrie. Les employeurs font-ils payer les salaires de leurs employés par le Bureau de l'aide sociale?
Nous n'avons jamais eu ce cas-là. De nombreux working poor n'ont pas de formation; c'est pourquoi ils sont mal payés. Quand nous constatons cependant que certains working poor viennent d'une entreprise, nous recherchons le dialogue avec l'employeur. Dans la plupart des cas, les employeurs ne se rendent pas compte que leurs employés ont besoin d'une aide sociale. La plupart du temps, nous trouvons de la compréhension et pouvons souvent améliorer la situation.

«Quand nous constatons cependant que certains working poor viennent d'une entreprise, nous recherchons le dialogue avec l'employeur. Dans la plupart des cas, les employeurs ne se rendent pas compte que leurs employés ont besoin d'une aide sociale. La plupart du temps, nous trouvons de la compréhension et pouvons souvent améliorer la situation.» (photo caro)

Mais il y a des employés qui ne peuvent pas vivre de leur salaire. Des salaires minimums fixés par la loi seraient-ils une solution?
Non. Nous constatons que de nombreux employeurs luttent eux-mêmes pour la survie de leur entreprise. Ils ne peuvent pas se permettre de verser des salaires plus élevés. Si on les contraignait à payer davantage leurs salariés, par exemple avec un salaire minimum fixé par la loi, ils seraient forcés de licencier du personnel. Ils n'embaucheraient plus que de la main-d'œuvre à temps partiel ou temporaire.

Vous avez dit que les working poor sont souvent des travailleurs sans formation. Qui d'autre est concerné?
Chez nous, beaucoup de working poor sont des familles. Les enfants représentent un risque de pauvreté. Les coûts sont plus élevés, et il faut faire garder les enfants. S'il arrive un imprévu, comme la maladie d'un des parents ou un enfant non planifié, c'est une catastrophe pour le budget familial. En outre, ce sont souvent des personnes sans formation qui sont touchées. Elles n'ont aucune chance d'avoir un bon salaire. Souvent on constate que les étrangers sont moins cultivés et par conséquent moins bien formés.

Quelles erreurs ces gens commettent-ils?
Ce sont surtout des circonstances extérieures contre lesquelles luttent les working poor. Ils gagnent moins et, pour des raisons familiales, ils ne peuvent travailler qu'à temps partiel. Souvent ils ne trouvent pas de logement approprié et doivent dépenser trop d'argent pour leur appartement. C'est un facteur important pour les familles. Même si elles étaient prêtes à habiter un appartement moins grand, on ne leur en louerait pas. Et les grands appartements coûtent cher.

Est-ce que vous réglez automatiquement les factures des personnes qui s'adressent au Bureau d'aide sociale?
Non. Nous commençons par établir un budget et nous voyons si l'on peut économiser quelque chose ou si l'on peut obtenir un revenu supplémentaire. C'est seulement lorsqu'il y a toujours trop peu d'argent que nous mettons en route une procédure d'admission pour le soutien financier offert par le Bureau d'aide sociale. Nombreux sont ceux qui redoutent cette procédure et continuent de vivre dans la pauvreté.

Bien qu'ils aient droit à un soutien?
Oui, ces personnes auraient droit à un soutien. Mais nombreux sont ceux qui veulent garder leur indépendance, ne pas tout révéler, ne pas avoir à se justifier. Ou bien ils ont honte d'être des bénéficiaires de l'aide sociale.

Ne serait-il pas plus avantageux pour ces personnes de ne pas travailler du tout et de vivre seulement de l'aide sociale ?
Au point de vue purement financier, certainement. Les gens auraient plus de temps pour trouver des solutions bon marché dans leur vie quotidienne. Nous ne connaissons cependant personne qui ait abandonné son emploi. Le travail a une très grande valeur sociale. Le sentiment que l'on a besoin de vous est important. En outre, nous pouvons supprimer l'aide sociale si quelqu'un refuse d'accepter un emploi disponible.

Souffrir de la pauvreté alors que l'on a un emploi est considéré comme la forme la plus pénible de la pauvreté. On travaille dur toute la journée mais le salaire ne suffit même pas à assurer votre subsistance. C'est une source de grande frustration.
Non, je ne le constate pas. La plupart des working poor sont très motivés et travaillent dur pour sortir un jour de leur situation.

Est-ce qu'ils y parviennent?
Bien sûr. Pour nombre d'entre eux la situation change très vite. Ils peuvent travailler un peu plus, ou un enfant commence une formation et obtient une bourse et déjà l'argent gagné suffit. Mais il y en a d'autres qui restent des années durant dépendants de l'aide sociale. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Ville de Kloten: déficit de 8,4 millions de francs, en dépit de hausses d'impôts dans le budget 2010

par Karin Wenger

Kloten a pu maintenir le taux d'imposition actuel de 105% pendant cinq ans. L'année prochaine, il devrait grimper à 115% sans que cela améliore clairement le budget 2010. Malgré la hausse prévue du taux d'imposition de 10%, le Conseil municipal s'attend, selon un communiqué de presse, à un déficit de 8,4 millions de francs suisses. Environ un tiers des recettes fiscales de cette ville aéroportuaire est généré par des entreprises. «De ce fait, nous dépendons beaucoup de la conjoncture», déclare le maire, *René Huber* (UDC). «Les fluctuations des recettes fiscales sont beaucoup plus élevées que dans les communes qui tirent souvent 95% de leurs recettes fiscales des salariés.» Le Conseil municipal table sur une diminution des recettes de 5,5 millions de francs.

Autofinancement en dessous de zéro

Tous les projets d'investissements pas encore déclenchés seront pour le moment repoussés d'un an. Néanmoins, le budget présente des investissements de près de 11 millions de francs, dont 7,5 millions de francs pour les bâtiments scolaires, 2 millions pour l'entretien des routes et 500 000 francs pour la santé publique. Entre 2010 et 2014, des dépenses d'environ 71 millions de francs sont prévues. «En grande partie ce sont des frais d'entretien des infrastructures existantes, telles que les bâtiments scolaires ou des routes» déclare Huber. La bonne infrastructure dans les domaines de l'école, de la prise en charge extra-familiale et du sport doit être maintenue. Mais les gros investissements ne sont pas les seuls problèmes dans le budget financier de la ville de Kloten. L'autofinancement descendra d'ici fin 2010 probablement à moins de 1,5 millions de francs. Cela signifie que même si les investissements ne sont pas inclus, la ville n'est plus en mesure de couvrir ses dépenses courantes par les recettes. Ainsi, elle est menacée fin 2010 d'une dette nette d'environ 16,5 millions de francs. Les résultats du budget à venir seront donc constamment alourdis par les intérêts du capital étranger.

La situation est dramatique

La crise économique, cependant, n'influence pas seulement les recettes. Dans le domaine des dépenses sociales, il faut s'attendre à une augmentation de 1,3 millions de francs. En outre, la contribution aux transports publics zurichois devrait augmenter d'environ 450 000 francs.

Les recettes fiscales sont en chute libre. La crise économique se reflète dans le budget de la ville de Kloten. Les recettes fiscales sont en baisse, les coûts des dépenses sociales sont en hausse. Le Conseil municipal souhaite donc augmenter le taux d'imposition de 10%.
«La situation est dramatique» déclare Huber. Pour lui, il est clair que l'augmentation des impôts est inévitable. Mais, le problème ne sera pas résolu à long terme. Pour les deux prochaines années, Huber ne voit pas encore de lueur d'espoir à l'horizon. «Nous pouvons peut-être nous attendre à une augmentation conséquente dans trois ans, si *Swiss* reste rentable» déclare-t-il. Actuellement, l'entreprise a encore des reports fiscaux des pertes qu'elle peut déduire. Le budget sera traité début décembre au parlement de Kloten. Huber pense qu'il sera sévèrement critiqué. «Mais celui qui sait interpréter les chiffres disponibles sait que toute résistance n'est que purement rhétorique et pas objective.» •

Source*: Neues Bülacher Tagblatt* du 15/10/09
(Traduction *Horizons et débats)*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Biodiversité

«Nous avons beaucoup à apprendre des pays du Sud.»

L'agroindustrie met en danger les fondements alimentaires de nos enfants

*Interview de Guy Kastler, «Réseau semences paysannes»[1], France**

sl. Dans le monde entier les voix en faveur d'une agriculture sans organismes génétiquement modifiés (OGM) se multiplient. En Suisse, il est interdit de cultiver des OGM jusqu'à 2010 et le Parlement décidera cette année encore si les cultures d'OGM seront même interdites au-delà de 2010. L'Autriche, la France, la Hongrie, la Grèce et depuis le 14 avril également l'Allemagne interdisent la culture de plantes génétiquement modifiées. Ils émettent tous des réserves quant à la compatibilité avec l'environnement. En Europe entière 230 régions, plus de 4200 communes et associations locales, des dizaines de milliers d'agriculteurs et de fabricants de produits alimentaires se sont déclarés «sans OGM».

Le «Rapport mondial sur l'agriculture» publié l'année passée constate également que les manipulations génétiques posent jusqu'à nos jours plus de problèmes qu'elles n'en résolvent et orientent la recherche vers les produits brevetables. (cf. Horizons et débats nº 44/08, nº 27/09). Il ouvre de bonnes perspectives permettant de nourrir de façon durable la totalité de la population mondiale. 400 scientifiques ont étudié les méthodes et techniques culturales dans le monde entier et sont parvenus à la conclusion que de petites exploitations agricoles à fort ancrage régional sont à même de garantir une nourriture suffisante pour tous.

L'industrie agroalimentaire, ne voulant pas renoncer à ses profits, continue de développer les OGM malgré les nombreux moratoires. Les dix plus grandes multinationales de la semence et du génie génétique contrôlent presque 60% du marché semencier planétaire.

Guy Kastler, agriculteur français et membre du «Réseau semences paysannes», parle dans l'interview ci-dessous de ce que préparent les multinationales de l'industrie génétique et agroalimentaire: des plantes mutées à coup de radiations, des OGM de deuxième génération, des semences de synthèse dont les gènes seront numérisés et privatisés. Des projets développés et réalisés à huit clos, sans débat public alors que l'humanité toute entière en sera directement concernée. Il est impératif que soit lancé un large débat public à ce sujet. Le délégué général du «Réseau semences paysannes» explique également comment nous, jardiniers paysans ou simples citoyens urbains, pouvons empêcher cette destruction programmée du vivant.

Sophie Chapelle[2]: Y a t-il aujourd'hui des plantes mutées dans nos assiettes ?

Guy Kastler: Oui, nous mangeons tous des blés mutés ou des potagères mutées. Contrairement aux plantes transgéniques [des plantes auxquelles des gènes étrangers à leur patrimoine génétique ont été implantés pour les rendre résistantes aux parasites et pesticides, ndlr.], il n'y a aucune obligation d'information du consommateur. Les plantes mutées sont considérées comme des OGM par la directive européenne 2001-18, mais elles sont exclues de son champ d'application. Près de 3000 variétés de 170 espèces différentes obtenues à partir de mutations incitées sont recensées par l'*Agence internationale de l'énergie atomique* (AIEA). Elles sont commercialisées sans aucun étiquetage et sans aucune évaluation environnementale ou sanitaire. Pourtant, de l'aveu même des chercheurs, le stress violent que subit la plante génère des recombinaisons génétiques aléatoires plus nombreuses qu'avec la transgénèse. Ces recombinaisons sont responsables de la plupart des effets nocifs des OGM sur la santé. Il n'y a aucune raison pour qu'elles soient inoffensives avec les plantes mutées.

Depuis quand l'Agence internationale de l'énergie atomique s'occupe-t-elle d'agriculture?

«Paysans et jardiniers ont pris conscience que s'ils ne voulaient pas avoir d'OGM, ils devaient s'emparer du travail de conservation, de sélection et de multiplication des semences. La première étape a donc été de se réapproprier les savoirs et les ressources génétiques pour les remettre dans les champs.» (photo reuters)

Elle travaille depuis une dizaine d'années, en partenariat avec l'*Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture* (FAO) sur l'augmentation de la production alimentaire des Etats membres. Ils justifient le recours à la mutagenèse par le besoin de trouver des plantes dès maintenant pour nourrir le monde.

En quoi consiste cette mutagenèse?

Depuis les années 1950, les chercheurs travaillent sur des cellules qu'ils soumettent à un stress important: par irradiations – bombardements au cobalt ou rayons gamma – ou avec des produits chimiques très agressifs comme la colchicine. C'est ce stress qui provoque une mutation de gènes aussi appelée «mutation incitée» par l'AIEA[3]. Pendant des années, le coût de cette technique aléatoire a freiné son développement. Après avoir soumis des milliers de cellules au stress mutagène, il fallait les multiplier en autant de plantes avant de savoir si cette mutation présentait un intérêt. La connaissance aujourd'hui du génome de la plante rend la méthode de la mutagenèse intéressante économiquement et industrialisable. A partir du moment où l'on a la séquence génétique complète d'une plante, on repère immédiatement dans la cellule si un gène a muté ou pas et si la mutation est intéressante. Une dizaine de multiplications suffisent ensuite pour obtenir les lignées recherchées. La mutation incitée est considérée comme une «méthode de sélection traditionnelle», une tradition pourtant bien récente. On ne ferait qu'accélérer le processus naturel de modifications spontanées des plantes, au fil des millénaires et de leur co-évolution avec l'environnement.[4]

La lutte contre les «simples» OGM est-elle déjà dépassée? Où en est le rapport de force au niveau européen?

La bagarre contre les OGM de première génération – OGM pesticides et/ou OGM résistants à un herbicide – n'est pas gagnée en Europe. Depuis 15 ans cependant, nous maintenons un rapport de force qui nous est favorable et qui est important pour les pays du Sud car il justifie leurs moratoires. Mais cela risque d'évoluer avec l'arrivée sur le marché des OGM de deuxième génération. Ces OGM sont dits «sécurisés» et «éco-compatibles» car ils sont censés garantir l'absence de risque pour l'environnement et la coexistence entre les cultures OGM et les autres cultures. Leur transgène deviendrait inactif avant la floraison ou la récolte, ou ne serait pas activé sans l'usage d'un produit chimique. Cela empêcherait toute contamination. Actuellement, ces OGM de deuxième génération font l'objet de recherches dans le cadre d'un programme appelé «Transcontainer»[5] financé par la Commission européenne.

OGM de deuxième génération en préparation, plantes mutées déjà commercialisées … Que nous préparent encore les apprentis sorciers du XXIe siècle?

Pendant longtemps, la biologie moléculaire a reposé sur l'idée qu'à un gène correspondait une protéine. Lorsque l'on modifiait un gène, on pensait ne modifier que la protéine. Ce dogme est totalement remis en cause aujourd'hui par la biologie synthétique. Aussi appelée biologie «systémique», elle porte sur la manière dont les gènes sont reliés entre eux. Les liens qui organisent les relations entre les gènes influeraient tout autant que les gènes eux-mêmes sur la présence et la nature des protéines. C'est ainsi que des chercheurs travaillent actuellement sur la combinaison de plusieurs gènes en vue de créer des plantes résistantes à la sécheresse. Mais ces recherches n'ont pas abouti pour le moment.

Dans la transgénèse, les gènes transférés sont déjà issus de synthèse chimique recopiant la séquence de gènes naturels. Aujourd'hui, une nouvelle étape est franchie. On passe de l'insertion de gènes synthétiques dans des organismes vivants réels – les OGM – à la mise en réseau de ces gènes et à la fabrication de portions de génomes ou de génomes totalement synthétiques. Autrement dit, il est possible de fabriquer aujourd'hui des organismes vivants et reproductibles complètement nouveaux. Des laboratoires ont réussi à le faire avec des bactéries. Leur travail porte aujourd'hui sur les plantes. C'est là que réside le principal danger: la plante entière étant fabriquée par synthèse, les chercheurs n'ont plus besoin de graines vivantes mais seulement de leur séquence génétique numérisée dans un ordinateur.

Les banques de semences, qui conservent la biodiversité des plantes cultivées, risquent-elles d'être abandonnées au profit de semences «numériques» privatisées?

C'est déjà le cas, notamment dans les pays du Sud. C'est la mission des Etats de préserver les ressources génétiques – animaux, microbes, plantes – et de les mettre à disposition de tous. Cette mission est d'autant plus essentielle dans les pays qui ont industrialisé leur agriculture que la biodiversité cultivée dans les champs a disparu. Cette mission est pourtant délaissée progressivement au prétexte de manque de crédits. Une partie des banques de gènes est aujourd'hui privatisée, avec un accès de plus en plus restreint pour l'agriculteur ou le jardiner. Toutes les firmes

Suite page 6

Mutation

Le terme *mutation* est utilisé pour désigner une modification irréversible de l'information génétique et héréditaire d'un organisme. Elle peut se produire de manière spontanée et naturelle ou être provoquée artificiellement. A quel endroit du matériel génétique une mutation a lieu et quels en sont les effets sur l'organisme, cela n'est pas prévisible, et pas davantage en ce qui concerne les mutations artificiellement provoquées.

Mutagenèse

La mutagenèse est une technique destinée à provoquer des mutations dans le génome d'un organisme. Dans le domaine de la recherche biologique et médicale et de la culture, la mutagenèse est appliquée afin de trouver des caractéristiques souhaitées. Les mutations incitées sont des mutations qui sont provoquées par des mutagènes (des agents provoquant des mutations) d'origine physique, chimique ou biologique.

Organismes transgéniques ou OGM

Un organisme génétiquement modifié (OGM) est un organisme vivant dont le patrimoine génétique a été modifié par l'homme. Suivant les législations, les moyens permettant ces modifications vont de la sélection aux méthodes de génie génétique. Ces dernières permettent de modifier des organismes par transgénèse, c'est-à-dire l'insertion dans le génome d'un ou de plusieurs nouveaux gènes. Un «organisme transgénique», terme qui désigne les organismes qui contiennent dans leur génome des gènes «étrangers», est donc toujours un organisme génétiquement modifié, l'inverse n'étant pas toujours vrai. Les OGM présentent encore d'autres caractéristiques, le maïs BT par exemple produit dans chaque cellule un pesticide. Les recherches sur les autres effets qu'une séquence génétique étrangère peut avoir sur l'organisme ne sont pas encore effectuées.

FAO

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (connue sous les sigles ONUAA ou, plus couramment FAO soit en anglais Food and Agriculture Organization of the United Nations) est une organisation spécialisée du système des Nations unies, créée en 1945 à Québec. Son siège est à Rome depuis 1951. La FAO regroupe 191 Etats membres.

Son devoir est d'améliorer la production et la distribution des produits agricoles et alimentaires dans le monde entier afin de construire un monde libéré de la faim.

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture met l'accent sur quatre domaines:

- Fournir une assistance technique aux pays en développement.
- Fournir des informations et harmoniser les normes dans les domaines de la nutrition, l'agriculture, les forêts et la pêche,
- Conseiller les gouvernements et leur fournir un espace de débat multilatéral.
- Organiser des forums neutres entre les Etats pour débattre des principaux problèmes relatifs à l'agriculture et l'alimentation.

AIEA

L'*Agence internationale de l'énergie atomique* (AIEA) est une organisation scientifique et technique autonome qui occupe un statut particulier au sein des Nations unies. Il ne s'agit pas d'une organisation spécialisée des Nations unies mais d'une organisation liée à ces dernières par un accord particulier. L'AIEA fournit régulièrement des rapports à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité des Nations unies si jamais elle constate que la sécurité internationale est en danger. Elle cherche à promouvoir les usages pacifiques de l'énergie nucléaire et s'efforce d'empêcher la prolifération des armes atomiques et leurs applications militaires.

cf. http://fr. wikipedia.org

* Guy Kastler est délégué général du «Réseau semences paysannes», chargé de mission pour «Nature et Progrès», membre de la Confédération paysanne et de la Commission Biodiversité de «Via Campesina».

Les jeunes ont plus besoin que jamais de modèles constructifs

Contre la «culture» jeune mondialisée téléguidée par les USA

pb. Au fil des 25 dernières années est apparue une gigantesque industrie qui a pris le monde dans ses réseaux, une culture jeune mondialisée, qui suit essentiellement le modèle américain et englobe l'industrie musicale et du vidéoclip, les vêtements et articles de sport, le cinéma et la publicité, etc.

Instrumentalisation politique de la «culture» jeune

Ces industries sont instrumentalisées politiquement et servent à exporter l'«american way of life» dans le monde entier. C'est ce qu'écrivait en 1997 *Zbigniew Brzezinski,* conseiller à la sécurité du président américain *Jimmy Carter* de 1977 à 1981 et aujourd'hui de l'administration *Obama,* dans son livre «Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde» (Bayard Editions 1997).

La «domination culturelle des Etats-Unis» est souvent sous-estimée. La culture de masse américaine exerce, en particulier sur la jeunesse du monde entier, une séduction irrésistible:

«Les programmes américains alimentent les trois quarts du marché mondial de la télévision et du cinéma. Cette domination est tout aussi marquée dans le domaine des musiques populaires, et, de plus en plus, des phénomènes de mode – vestimentaires, alimentaires ou autres – nés aux Etats-Unis se diffusent par imitation dans le monde entier. Sur Internet, l'anglais sert de *lingua franca* et une majorité écrasante des services en ligne, sur les réseaux informatiques, sont localisés aux Etats-Unis, ce qui a une influence décisive sur le contenu des communications.» (Brzezinski, 1997, p. 51)

En outre, Brzezinski déclare que les USA sont en mesure d'exercer, par l'hégémonie dont ils disposent sur les systèmes de communication mondiaux et l'industrie du divertissement, une influence énorme mais indétectable. Il la place au même plan que la supériorité technologique et l'omniprésence militaire des Etats-Unis.

On peut en déduire que l'évolution et les contenus de la culture jeune ne sont pas laissés au hasard, mais pas non plus le simple résultat d'adroits calculs mercantiles. Toutes ces menées sont bien plutôt au service de desseins visant à influencer les règles du jeu géopolitique.

Comment détruire des valeurs fondamentales par la musique

Les nouveaux styles musicaux des années 60 et 70 s'en prenaient déjà clairement à certaines normes sociales. Par exemple la sexualité ou la drogue prenaient une place jusque-là inconnue dans les textes de chansons ou films pour public jeune. Des textes de critique sociale et politique envahissaient le marché – il est juste de reconnaître que certains étaient constructifs, si l'on songe aux succès que valurent à *Bob Dylan* ou *Joan Baez* leurs chansons sur la guerre au Vietnam.

Mais peu à peu est apparue une quantité de styles musicaux qu'on a transformés en instruments socio-politiques. Que l'on pense par exemple aux punks, au départ de jeunes chômeurs des mégapoles anglaises, qui peu à peu sont devenus le cauchemar des bourgeois et se sont diversifiés en de nombreux mouvements dont certains prônaient la violence.

Le hip-hop, quant à lui, est un conglomérat sans précédent de violence, de délinquance, de drogues et de pornographie. Le «Sex & Drugs & Rock'n Roll» des années 70 ne lui est en rien comparable. Les «stars» du rap et du hip-hop dépassent en dureté et en agressivité tout ce que l'on a vu jusqu'ici. Ses figure-phares viennent en partie du milieu de la délinquance. L'«idole» peut être sans aucun problème à la fois un idéal adulé, un dealer, un tueur, un acteur de porno et un souteneur!

Mais le hip-hop n'est pas seulement un style musical. C'est aussi un mode de comportement, un style de vie. Au cours des 15 dernières années une part importante de la jeunesse du monde entier a été fascinée par cette mode, et divers formes se sont développées selon les particularités sociales et culturelles dans de nombreux pays et zones linguistiques. L'éventail est très large: si au début il s'agissait de choses très ordinaires, le skateboard, le basket, le gros appareil de musique portable et divers styles de danses, au fil du temps les tags sur les wagons de chemin de fer et les murs des maisons, ainsi que la consommation de drogue, les guerres entre bandes et la promiscuité sont peu à peu entrées dans la «normalité».

L'industrie vestimentaire elle aussi a fourni sa contribution: pour les garçons le pantalon taille très basse et la casquette etc., pour les filles le look provocant, qui ne se limite pas aux vêtements, mais caractérise l'image de la femme dans ce milieu. Cette énorme subculture emprunte désormais des formes d'expression crâneuses, arrogantes, dominée par une propagande en faveur d'un style de vie prônant des dérives déplorables tels que le goût du pouvoir, la richesse mal acquise, toutes les formes de violence et un sexisme des plus primitifs!

En bref il faut constater que bien des domaines de la vie de nos jeunes se réfèrent à ces «modèles» issus de la scène musicale. Ils atteignent l'affectivité là où pourraient normalement se développer des valeurs fondamentales, permettant un vivre-ensemble constructif porteur de paix et de bonheur, à l'âge où le psychisme humain est le plus fragile, le plus réceptif aux influences extérieures: l'adolescence.

Revenir aux valeurs fondamentales – transmettre des modèles positifs

Ces dérives illicites de la scène musicale jeune, qui en commun avec d'autres terrains d'action insupportables de nombreux jeunes («jeux» vidéo) appellent à la violence, exigent d'une part des mesures juridiquement contraignantes. Mais la lutte contre les influences exposées plus haut relève au premier chef de l'engagement personnel, à l'école et en famille. La question qui se pose, c'est: comment agir préventivement contre la violence, la criminalité, la drogue, les troubles sexuels ou encore l'incapacité à affronter les conflits interpersonnels. La collaboration entre juristes, politiciens, parents et autres éducateurs est extrêmement importante. L'engagement collectif par la mise en commun des faits, des observations et expériences de chacun ainsi que des efforts faits et des problèmes rencontrés joue un rôle fondamental.

Plus que jamais les jeunes ont besoin de modèles positifs à même de leur fournir des repères. Et ils en cherchent. Il s'agit de leur proposer une vision de la vie qui soit digne de l'être humain. Rien de nouveau, mais réfléchir à des valeurs que nous n'avons pas vraiment oubliées!

Il existe diverses possibilités, aussi diverses que les personnalités de chacun. On ne peut proposer de recettes, de concepts de communication ou de scénarios thérapeutiques valables dans tous les cas, et ce n'est du reste pas au premier chef une affaire d'experts. C'est, nous l'avons déjà dit, un engagement personnel, il s'agit de sensibilité, d'empathie pour l'univers complexe des jeunes. C'est pour-

Suite page 7

«Nous avons beaucoup à apprendre ...»
suite de la page 5

ont construit leurs propres banques de gènes grâce à leur accès facilité aux banques de semences publiques.

En France, le *Bureau des ressources génétiques* (BRG) a été absorbé par une Fondation de droit privé (*Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité)* ouverte aux fondateurs publics – INRA,[6] CNRS, *Musée national d'histoire naturelle,* CIRAD – mais également privés.[7] Ceux-ci siègent d'office au Conseil d'administration où ils deviendront facilement majoritaires.

Sur l'île de Svalbard en Norvège, les fondations *Bill Gates* et *Rockefeller* ont financé une banque de gènes dans laquelle sont entreposés dans le froid plus de 4,5 millions d'échantillons de semences. L'accès à cette banque est réservé aux institutions contrôlées par les multinationales semencières. Ces semences ne seront pas ressemées: elles perdront rapidement toute leur capacité de germination. Même mortes, elles pourront livrer leurs séquences génétiques aux ordinateurs de l'industrie, convaincue de sa capacité à recréer un monde artificiel à partir de ces seules séquences. Un monde qui sera totalement fiché par la marque des droits de propriété industrielle sur les gènes. Mais l'industrie ne pourra jamais faire des plantes capables de s'adapter partout. Elle en fabriquera quelques-unes pour toute la planète, qui ne pousseront qu'avec davantage d'engrais chimiques et de pesticides. En agissant ainsi, elle remet en cause la possibilité même de nos enfants de se nourrir.

Multinationales semencières

Il y a 20 ans existaient encore des milliers de petites et moyennes entreprises qui vendaient des semences. Entre temps une compétition d'achat gigantesque a eu lieu. Aujourd'hui les dix plus grandes multinationales de la semence contrôlent plus d'un tiers du marché – tendance à la hausse.

Comment éviter cette destruction du vivant?
Créé en 2003, le *Réseau semences paysannes* s'est développé très rapidement avec l'apparition des OGM. Paysans et jardiniers ont pris conscience que s'ils ne voulaient pas avoir d'OGM, ils devaient s'emparer du travail de conservation, de sélection et de multiplication des semences. La première étape a donc été de se réapproprier les savoirs et les ressources génétiques pour les remettre dans les champs. Tout en continuant ce travail de réappropriation, nous sommes en train de passer à une deuxième étape. Face au risque de disparition de milliers de graines enfermées dans des banques, face à l'impossibilité de sélectionner des plantes saines à partir de semences commerciales modernes trafiquées – à cause de la perte de leur qualité nutritionnelle et du besoin d'engrais chimiques pour pousser – nous appelons à vider les banques de semences pour faire des maisons de la semence.

A quoi servent ces maisons de la semence? Quel rôle peuvent jouer les simples citoyens?
L'idée des maisons de la semence est que paysans et jardiniers s'y regroupent pour mettre leurs semences en commun et gèrent ensemble ce patrimoine. On ne peut pas chacun de son côté replanter chaque année 500 à 800 variétés de semences. Dans la mesure où l'Etat privatise cette mission de service public, la société civile doit s'en emparer en faisant reposer la gestion de ce patrimoine sur une organisation collective. Les paysans ont un rôle clair à jouer dans ce travail de culture. Les jardiniers amateurs sont aussi une composante essentielle. Ils ont préservé ces dernières années des milliers de variétés anciennes de potagères ou d'arbres fruitiers qui seront une bonne partie de l'alimentation de demain. Pour celles et ceux qui n'ont pas de terre, nous avons besoin d'une aide administrative mais aussi de personnes qui communiquent sur ce travail et lui donnent du sens. La société civile doit aussi nous aider à mobiliser les élus pour la reconnaissance des droits des paysans et des jardiniers à conserver, ressemer et échanger leurs semences. Des conseils municipaux ont déjà pris des délibérations pour cela.

Les lois actuelles empêchent donc les paysans de ressemer leur propre récolte?
Le verrouillage juridique est de pire en pire. En France, les agriculteurs n'ont pas le droit d'échanger des semences. Ils ne peuvent plus ressemer une partie de leur récolte sans payer de royalties, c'est à dire une redevance aux semenciers. On parle de «contribution volontaire obligatoire» pour le blé tendre. C'est un système qui pourrait être étendu à toutes les espèces. On a encore le droit aujourd'hui d'échanger des semences qui ne sont pas inscrites au catalogue à titre payant ou gratuit si c'est pour une exploitation non commerciale. On peut par exemple vendre une semence à un jardinier amateur car il va consommer sa propre récolte et ne pas la vendre sur un marché. Mais cette dernière marge de manœuvre risque aussi de disparaître avec une réforme actuelle des règlements européens. Pourtant, le Parlement a ratifié un traité, le TIRPAA[8] qui reconnaît les droits des paysans à ressemer, échanger et vendre leurs semences. Mais le gouvernement n'applique pas ce traité et une campagne citoyenne est aujourd'hui indispensable pour la reconnaissance de ces droits.

Ces alternatives ont-elles des équivalents en Europe?
Des réseaux ressemblent beaucoup aux nôtres en Italie, en Espagne, en Allemagne ou en Autriche. La mobilisation citoyenne en Europe sur le thème des semences prend de l'ampleur et accompagne très souvent les luttes anti-OGM. Nous avons du retard sur les pays du Sud où la conservation de la biodiversité est le premier acte de l'agriculture vivrière. Tous ces paysans conservent et échangent leurs semences. Leur mobilisation aujourd'hui est extrêmement importante à la fois contre les lois européennes qui s'imposent à l'ensemble de la planète, et contre les OGM pour protéger leurs semences des contaminations. Nous avons beaucoup à apprendre des pays du Sud. •

Source: *www.bastamag.net: Sophie Chapelle. L'industrie génétique remet en cause la possibilité pour nos enfants de se nourrir.*

---

1 *Semences Paysannes* est un réseau constitué d'organisations paysannes et d'agriculture biologique nationales, d'organisations spécialisées, d'artisans, de paysans, d'associations semencières ou pépiniéristes, d'associations de développement et d'associations de conservation de la Biodiversité cultivée.

2 *Sophie Chapelle* a réalisé cette interview pour le site internet *Basta! (www.bastamag.net)* qui se considère comme alternative à la presse «mainstream» et met à dispositions des informations sur les mouvements sociaux et environnementaux.

3 «Les scientifiques de l'AIEA utilisent les rayonnements pour produire des plantes améliorées à rendement élevé qui soient capables de s'adapter à des conditions climatiques difficiles comme la sécheresse ou les inondations, ou de résister à certaines maladies et insectes ravageurs. L'induction de mutations, c'est le nom de la technique, est sûre, éprouvée et rentable. Elle est utilisée depuis les années 20 », communiqué de l'AIEA du 2 décembre 2008, « La science nucléaire au service de la sécurité alimentaire».

4 «Je comprends que les gens se méfient de ces technologies mais, pour ce qui nous concerne, il faut bien comprendre que, dans la sélection des plantes, nous ne produisons rien qui ne soit produit par la nature elle-même. Aucun rayonnement résiduel ne subsiste dans une plante après l'induction de mutation», *Pierre Lagoda,* Division mixte FAO/AIEA.

5 Dans le cadre du projet «Transcontainer» de l'UE le développement de la soi-disant technologie «Terminator» est poursuivie malgré un moratoire contre la libération et l'utilisation de ces technologies qui jouent sur une modification génétique destinée à stériliser la semence pour éviter la reproduction et le développement de cette dernière par les agriculteurs. On parle de la deuxième génération d'OGM. Avec la technologie Terminator, le pouvoir des multinationales agroalimentaires se renforce davantage, car les agriculteurs sont obligés de racheter chaque année des semences chères aux multinationales de la semence.

6 *INRA:* Institut public de recherche agronomique.

7 *France génétique élevage* pour les éleveurs, *Limagrain* ou *Oleosem* pour les semenciers, L'*Oréal* ou *LVMH* pour les cosmétiques. *Total* pour l'énergie ou encore le *Medef,* pour n'en citer que quelques-uns, font partie du Conseil d'orientation stratégique de la fondation aux côtés de structures publiques ou d'associations de défense de l'environnement. (ndlr)

8 *TIRPAA:* Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

Les enfants ont besoin de se référer à des valeurs

par Elisabeth Nussbaumer

Si les puissants de ce monde respectaient les valeurs du droit international, nous n'aurions pas de guerres d'agression, et si le bien des hommes constituait leur critère moral, le développement économique ne nous mènerait pas à 80% de pauvres et 20% de riches. Si la brute qui donne des coups de pied à une victime à terre et sans défense devait rendre des comptes à sa conscience, il n'y aurait pas de victimes rendues invalides ou battues à mort.

Pour une vie dans une société respectueuse de l'homme, il est donc absolument nécessaire que les valeurs éthiques aient la priorité. Le monde a besoin de citoyens attachés aux principes éthiques et sociaux. C'est pourquoi il est essentiel pour l'avenir des enfants que leurs parents leur donnent des repères.

Ils doivent donc être des exemples. Ils doivent vivre les valeurs: respect des êtres humains et des animaux, égards pour les plus faibles, honnêteté, modestie, travail, bonnes manières, etc. En même temps, il faut apprendre aux enfants à respecter ces valeurs. Ils ont besoin de repères clairs. Il faut leur dire ce qui est juste et ce qui ne l'est pas, ce qu'ils peuvent faire et ce qu'ils ne doivent pas faire. Et là, ce sont surtout les pères qui sont importants. Ils représentent l'instance morale et doivent apprendre aux enfants à faire attention aux phares, comme le capitaine sur un bateau, s'ils ne veulent pas faire naufrage dans la vie.

Récemment, j'ai vécu l'exemple d'une maman apprenant très tôt la politesse à sa petite fille: Nous lui rendons visite et sommes accueillies à la porte. La petite fille de trois ans vient voir qui est là. Lorsqu'elle me voit elle fait demi-tour et hop, elle a déjà disparu vers son lecteur de cassettes pour écouter un conte de fées. La maman s'approche d'elle, arrête l'appareil et lui dit: «Tu as oublié quelque chose.» La petite la regarde, étonnée. Ensuite elle se lève, me donne la main et me dit bonjour.

Un garçon de troisième année apprend combien son père aime la vérité: Un soir, ce dernier lui demande: «Alors, comment ça a été à l'école?» Quelque peu gêné, le gosse dit: «J'ai reçu une punition. Nous avons eu une dispute pendant la récréation, Jens et moi, nous nous sommes bagarrés. Nous avons été punis tous les deux.» Le père dit: «Que vous vous soyez bagarrés n'est pas bien, mais je suis content que tu me l'avoues maintenant. Après le souper, nous voulions de toute façon faire du jardinage. Tu me raconteras ce qui s'est passé, pourquoi vous vous êtes disputés et nous nous demanderons comment tu pourras faire la prochaine fois pour t'entendre avec Jens sans bagarre.»

Si les éducateurs sont constamment conscients des valeurs éthiques et sociales, ils sauront toujours comment les transmettre aux jeunes. L'exemple suivant évoque une situation dans laquelle les parents exigent de leurs enfants le respect des valeurs. Un garçon de neuf ans et sa sœur de sept ans se sont moqués ensemble de leur voisine malade et handicapée. La mère les a observés. Inquiète de ce manque de compassion, elle en a parlé à son mari et ils ont réfléchi ensemble à la manière d'apprendre à leurs enfants de manière durable que leur conduite traduisait un manque de respect. Ils voulaient que les enfants apprennent à s'identifier à cette personne et à développer de la compassion. Le père a parlé très sérieusement et séparément à chacun des enfants; il a qualifié leur attitude d'intolérable et leur a dit que les parents ne toléreraient pas une seconde fois un tel comportement.

Les parents ont montré très clairement leur consternation et leur colère à propos de ce manque de cœur et ils ont amené les enfants à réfléchir. La petite fille a pleuré et le garçon n'a pas pu dormir la nuit suivante. Le lendemain, la mère a rendu visite à cette voisine avec les deux enfants. Chacun a dû s'excuser en regardant la dame dans les yeux. Le sérieux avec lequel les parents ont enseigné aux enfants la compassion laissera des traces. Avec leur réaction, ils ont incarné leurs valeurs. Ce genre d'expérience reste dans la mémoire des enfants et les aide à respecter des valeurs. •

«Les jeunes ont plus besoin que ...»
suite de la page 6

quoi chacun, parent, enseignant ou simplement être humain comme eux, peut essayer d'entamer un dialogue honnête, sur un pied d'égalité, sur les questions que pose le quotidien des jeunes, en abordant leurs préoccupations, en discutant de leurs façons de voir, de leurs peurs et de leurs détresses, et en mettant le doigt sur ce qui est destructeur et nuisible.

Des paroles et des attitudes claires de la part des adultes sont plus nécessaires que jamais. Parfois il s'agit de contrer nettement un jeune, par exemple en condamnant un comportement agressif et en lui demandant une autre approche, plus constructive. Des comportements déplaisants ou agressifs exigent une réaction claire et nette de nous autres adultes, qui ouvre à chacune des parties la possibilité de trouver une solution constructive qui lui convienne.

Donner à l'industrie du divertissement une orientation qui propose des valeurs constructives est tout indiqué à l'heure actuelle. Cela veut dire qu'il faut proposer de meilleurs schémas de résolution pacifique des conflits ou des modèles de comportements affables avec les camarades de classe, le sexe opposé ou les seniors. En outre nous devons avoir le courage de prendre clairement position contre toute forme de violence et toute consommation de drogue.

Les idoles destructrices de la scène musicale doivent perdre leur éclat face au contre-exemple que nous offrirons. Si nous cherchons à dénigrer, interdire ou attaquer leurs références, nous risquons de ne plus être entendus des jeunes ou même de faire naître chez eux une opposition contre-productive. Quand nous discutons avec les jeunes, ils attendent de nous, c'est naturel, des propositions acceptables et des modèles convaincants.

Il est intéressant de noter que le «gangsta-rap» n'est pas très populaire en Suisse. Nous assistons même au contraire à des essais pour aborder de manière constructive, par le biais du rap, des sujets importants pour les jeunes. Des rappeurs connus tentent régulièrement, en partie en lien avec des organisations de jeunesse ou dans des ateliers, de proposer aux jeunes de meilleurs comportements face à des problèmes brûlants comme le chômage des jeunes, la violence, l'alcool ou la drogue.

Des jeunes engagés – des exemples dans les écoles

Un enseignant rapporte que, dans le cadre d'une «semaine du projet», son établissement a organisé une manifestation consistant à présenter un maximum de chants et danses de différents pays et cultures. Dans cette école, il y avait un grand nombres d'élèves issus des Etats des Balkans. Certains voulaient présenter une danse serbe, d'autres une danse du Kosovo. Il fallait naturellement de la musique pour danser; un jeune Serbe savait jouer de l'harmonica, mais bien sûr il jouait des airs de danse serbes. On réfléchit, on chercha des solutions, on discuta.

Après diverses palabres une des filles finit par dire que, les deux danses se ressemblant de toute façon énormément, pourquoi ne pas tout simplement travailler tous la même danse sur la même musique? Faire les choses ensemble était le plus important! Le soir du concert des Serbes, des Albanais du Kosovo, des Turcs, des Suisses, élèves, parents et professeurs, sur la scène et sous tout le chapiteau, dansèrent tous ensemble au son de l'harmonica serbe, certains en costume traditionnel, dans une merveilleuse ambiance et ce fut un évènement inoubliable.

Une classe réalisa avec ses professeurs des murs d'affiches à l'occasion de la «Journée internationale de la Croix-Rouge». Ce fut une intéressante exposition sur *Henry Dunant*, ainsi que sur l'histoire de la Croix-Rouge et du droit international. Les affiches restèrent plusieurs semaines exposées dans l'école et tout le monde put s'en instruire.

Deux filles eurent l'idée d'écrire une pièce de théâtre sur la guerre. Elles rédigèrent d'elles-mêmes, durant leur temps libre, une pièce «prête à l'emploi» qui exposait les injustices et les misères de la guerre et montrait clairement que les civils innocents en ont le plus à souffrir. Au cours d'une semaine de projet, la pièce fut montée avec des acteurs venus de plusieurs classes; on peignit un décor, réalisa tous les accessoires et costumes nécessaires, et la pièce fut jouée en public dans le cadre d'un concert donné par l'orchestre de l'école.

Toute une école prit part à une collecte pour la Croix-Rouge qui dura à peu près dix jours: «Des écoles pour l'Irak». On fit des gâteaux, on organisa une brocante, on donna son argent de poche. Montant collecté: 2934 francs.

Apprendre à être responsable de ce qui se passe dans le monde et à y compatir, dans sa vie de tous les jours, de cette façon ou d'une autre, doit devenir un élément du travail pédagogique, pour proposer à notre jeunesse une alternative saine à l'individualisme exacerbé et au culte des fausses idoles. Un sens du collectif vraiment vécu et une participation active nous aident à sortir ensemble de la crise du sens et des valeurs.

Les problèmes qu'ont aujourd'hui à affronter les jeunes et ceux qu'ils nous causent sont certes graves, mais nombreuses sont les possibilités de frayer ensemble des voies constructives. Même si un jeune doit se confronter aux multiples problèmes du quotidien, et si nombre d'entre eux sont déjà porteurs de lourds déficits émotionnels, pratiquement tous les enfants, tous les jeunes, chacun à leur manière, répondent positivement aux actions en faveur des autres. •

«Aujourd'hui les jeux vidéo violents proposent un type de jeux tout différents de ceux de ma génération. Quand j'étais petit garçon, et que nous jouions au gendarme et aux voleurs, je disais: «Pan, pan! Jimmy, cette fois, je t'ai eu!» Et Jimmy répondait: «Tu m'as pas eu!» et je disais: «Si! Pan, pan, maintenant je t'ai eu!» Et il donnait ses arguments: «C'est pas vrai, je suis pas mort.» Alors je lui donnais un bon coup avec mon fusil pour rire, et il courait en pleurant se plaindre à sa mère, et alors j'avais vraiment un problème. C'est comme ça que j'ai appris une leçon d'une grande importance dans la vie, une leçon que l'on ne répète jamais assez: Jimmy est réel, Sally est réelle et Fido est réel et si je leur fais du mal, j'aurai de gros problèmes.[...]

Le but du jeu «sain», c'est d'apprendre aux jeunes à ne pas faire de mal aux autres. [...]

Les fabricants de jeux vidéo disent que les images sur l'écran ne sont pas réellement des êtres humains. C'est vrai, mais les chatons et les chiots non plus; et nous savons que sa façon de traiter les chiots et les chatons nous fournit des indications sur la conduite qu'aura l'enfant, plus tard, envers les êtres humains. Imaginez qu'un petit chien soit un être humain virtuel, servant à apprendre à l'enfant comment se conduire avec des gens réels. Seriez-vous d'accord pour donner un bonbon à l'enfant chaque fois qu'il fait japper le chiot de douleur? Ne penseriez-vous pas vous aussi qu'il faut être malade pour agir ainsi?»

Dave Grossmann/Loren W. Christensen «Gewaltspiele und automatische Steuerung» [Jeux violents et pilotage automatique] in: Hänsel R. et Hänsel R. «Da spiel ich nicht mit! Eine Handreichung für Lehrer und Eltern»

[Je n'y participe pas! Un coup de main aux enseignants et éducateurs], Donauwörth, Auer-Verlag 2005, page 32.

Courrier des lecteurs

Jeux vidéo violents

Je vous remercie pour la publication dans votre édition nº 41 de l'étude réalisée par l'Université de Zurich, qui fait réfléchir. J'aimerais ajouter ceci: Quand va-t-on enfin interdire les jeux vidéo violents?

Ces jeux glorifient l'usage des armes. Le magazine «The Economist» a expliqué que «l'armée américaine utilisait de plus en plus de jeux vidéo pour l'instruction des soldats. Certains de ces jeux sont disponibles dans le commerce».

Il est vrai que l'on ne blesse personne à l'écran. Mais que se passe-t-il dans l'esprit d'un individu qui consacre ses loisirs à ces jeux? Que penser de quelqu'un qui aime poignarder, fusiller ou torturer des gens sur son ordinateur? Et s'il passe des heures, chaque semaine, à commettre de telles atrocités jusqu'à en devenir dépendant? N'est-il pas probable qu'il développe un penchant pour la violence?

Harald Schober, Weiz

Le droit est le fondement de la paix, de la justice et de l'humanité

Réflexions sur l'histoire et l'éthique de la politique internationale

par Karl Müller

Au vu des victimes et des dégâts causés pendant la Seconde Guerre mondiale, les fondateurs des Nations Unies et de sa Charte tentèrent d'éviter qu'une pareille catastrophe ne se reproduise, cherchant à rendre le monde plus pacifique et plus juste. La mise en place des relations internationales ne devait plus relever de l'arbitraire de quelques pays. Il fallait établir un ordre juridique international approuvé et respecté par tous les Etats de la planète.

Mais peu après la fin de la guerre et la fondation des Nations Unies, le monde se trouva à nouveau divisé en blocs hostiles. Une nouvelle fois, les relations internationales furent marquées, au cours des décennies suivant la guerre, par la politique d'hégémonie.

On savait déjà qu'une politique internationale soumise aux fluctuations de la recherche du pouvoir et du contre-pouvoir n'apportait pas de stabilité et n'assurait donc pas la paix. La situation dans le monde fut donc très fragile et l'humanité n'échappa que d'un cheveu, et par hasard, à la destruction.

C'est pourquoi dès les années 60 on entreprit de sérieux efforts pour réduire les affrontements et l'aggravation de la situation entre les blocs et pour remplacer les affrontements, les conflits et la course aux armements par des mesures de confiance, de coopération et de désarmement.

Les Nations Unies, à Genève. La dignité de tous les hommes impose le respect du droit. Le respect des traités entre les peuples constitue l'«ordre mondial du droit». Il faut comprendre que le monde n'a pas d'autre perspective s'il veut survivre. (photo thk)

Il est vrai que tout le monde n'était pas honnête et ce furent les mêmes qui déclenchèrent une nouvelle fois la guerre froide dans les années 80, provoquant une nouvelle course aux armements.

Le monde se retrouva face à la menace d'une guerre mondiale dévastatrice. Ce furent avant tout les Etats-Unis qui cherchèrent à gagner la guerre froide; non pas par la force des armes mais par une guerre économique et financière.

L'alliance militaire orientale, le *Pacte de Varsovie,* et le bloc économique oriental, le *Conseil d'assistance économique mutuelle* (Comecon) furent mis sous pression, ce qui amena finalement leur dissolution. Il ne resta qu'une grande puissance: les Etats-Unis et l'OTAN, qu'ils dirigent, et l'ordre financier et économique mondial qu'ils déterminent.

Nombreux furent ceux qui, lors de la dissolution du bloc de l'Est, espérèrent une paix durable assurant la sécurité et le bien-être. Mais ce fut en vain car la politique américaine, profitant de sa situation d'unique superpuissance au monde, voulut s'imposer non par le droit mais en profitant de sa situation dominante. La mondialisation fut en fait une américanisation du monde – par tous les moyens et sans tenir compte des dégâts causés.

Au début des années 90, le gouvernement américain avait appelé cela «nouvel ordre mondial» et il ouvrit cette «ère nouvelle» par de nouvelles guerres: contre l'Irak, contre la Somalie, contre la Yougoslavie. Les groupes de réflexion américains se penchèrent dans les années 90 sur un «Projet de nouveau siècle américain», escomptant bien l'imposer par leur supériorité militaire. Les guerres contre l'Afghanistan et à nouveau contre l'Irak en sont les signes les plus visibles, mais aussi l'instrumentalisation des Etats européens membres de l'OTAN, la mainmise sur l'Union européenne, la mise au pas de la «gauche» européenne et l'extension à l'Est de l'OTAN et de l'Union européenne.

Néanmoins, aujourd'hui, 20 ans après la dissolution du bloc de l'Est, le plan des Etats-Unis a échoué.

Les conséquences catastrophiques du «projet» américain pour une grande partie du monde apparurent clairement aux yeux des populations. Les Etats-Unis ont lancé le bouchon trop loin; leur prestige dans le monde a disparu, des forces contraires se sont mises en place et se renforcent. Elles vont de la résistance inattendue dans les pays en guerre aux alliances internationales tels que l'*Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA)* en Amérique latine, l'*Organisation de coopération de Shanghai (OCS)* en Asie ou le BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), alliance intercontinentale. Il reste bien sûr des forces dangereuses qui souhaitent renverser la vapeur et prêtes à risquer gros. Toutefois, il ne s'agit que de quelques attardés dans l'évolution historique qui doivent néanmoins être pris très au sérieux, surveillés et tenus à l'écart – du fait qu'ils pourraient être tentés d'embraser le monde. Leur politique est cependant sans avenir.

Les prochaines années seront pleines d'insécurité et nécessiteront la recherche de nouvelles orientations.

Il se peut que le nouveau gouvernement américain s'y consacre. On peut l'espérer du fait que le président américain a reçu cette année le prix Nobel de la Paix. Peut-on espérer amener le président à refuser la politique hégémonique de son pays – ne serait-ce qu'en raison de la grande misère qui s'abat sur la population de son pays – et à s'engager dans une politique de paix dans le monde? Ou bien se contentera-t-il, en manœuvrant habilement, de redonner aux Etats-Unis la capacité d'être à nouveau la seule superpuissance?

On ne peut se contenter d'attendre les réponses à ces questions. Le plus de personnes possible doivent se mettre à réfléchir, à discuter, à formuler des solutions.

Mais est-il crédible de rediscuter plus ou moins ouvertement l'idée d'un gouvernement mondial? Peut-on mettre en place un tel gouvernement et en même temps respecter l'ensemble des droits humains? Qui donnera sa légitimité à un tel gouvernement? Quels seront ses domaines politiques? Ne risquons-nous pas de retomber dans une politique centralisée? L'humanité est-elle prête à accepter ce nouveau Léviathan?

Il existe une autre perspective: celle de mettre en place les bases de la paix et de la justice par un «ordre mondial du droit». Cette idée n'est pas nouvelle, elle nous vient du siècle des Lumières. Mais presque personne ne s'en est préoccupé au cours de ces dernières années. Et ce sont précisément les Etats européens, où est née la philosophie des Lumières, qui ont trahi le projet d'un ordre mondial reposant sur le droit. Une idéologie du laissez-faire, de l'égalité des valeurs, du droit du plus fort, c'est-à-dire de l'arbitraire des puissants a pénétré jusque dans les sciences «occidentales», dans l'art et la culture. Et toutes les professions de foi en faveur du droit ne furent plus que des déclarations peu sincères. On traite de naïfs et de ringards tous ceux qui croient encore à la valeur du droit et à son caractère obligatoire, tout particulièrement en ce qui concerne les relations entre les Etats.

On constate aujourd'hui les conséquences de cette idéologie: un monde en plein désordre, sans paix, ni justice, ni humanité.

Pourtant la tâche ne serait pas si difficile car il n'est pas nécessaire de créer un ordre juridique international. Les fondements essentiels en ont été établis par le droit international et un grand nombre de traités internationaux. La communauté internationale peut s'y référer.

Ce qui est nécessaire avant tout, c'est de comprendre que le monde n'a pas d'autre perspective s'il veut survivre et que la dignité de *tous* les hommes impose le respect du droit.

L'idée du contrat social, venue des Lumières, partait du principe que les individus se soumettraient au droit accepté par tous afin d'assurer la liberté, la propriété et la vie. Il en va de même dans la communauté des Etats. Le respect des traités entre les peuples constitue l'«ordre mondial du droit». •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❏ Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

❏ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Courrier des lecteurs

«Nous ne voulons ni l'UE ni un gouvernement mondial»

Je suis conseillère municipale depuis de longues années et j'ai également été 8 ans députée au Grand Conseil de mon canton. Depuis quelque temps, je suis abonnée à votre journal. Je suis à chaque fois stupéfaite de voir les sujets de fond qui y sont traités.

En tant que politicienne, je me suis toujours instinctivement opposée à certaines tendances. Sans savoir exactement pourquoi, j'ai simplement suivi mes sentiments.

Il en va de même de beaucoup de personnes engagées dans l'action politique et je suis contente d'être tombée sur Horizons et débats. Votre lectorat doit être de plus en plus constitué de personnes comme moi qui vous sont reconnaissantes de leur apporter vos informations. Dans les médias, on peut lire des choses sur ces thèmes, mais rien sur leurs tenants et aboutissants. Il est difficile de placer des articles critiques dans un quotidien: ils ne sont tout simplement pas publiés ou alors tellement abrégés que le propos essentiel n'est plus compréhensible.

La lecture du n° 34 du 31 août 2009 devrait être obligatoire pour tout responsable politique. […] Bravo, continuez dans cette voie. La patience vient à bout de tout. Nous ne voulons ni l'UE ni un gouvernement mondial. Nous voulons une Suisse libre et ouverte dans laquelle le citoyen a encore son mot à dire sur ces sujets.

Helen Wegmüller